18.03.2024 – 19:47 Uhr

Communiqué de presse / Il faut arrêter d'imposer des sanctions économiques contre la population civile

Binz (ots) -

CSI demande aux États membres de l'ONU de mettre fin au fléau des sanctions économiques contre la population civile. Selon CSI, plus de 800 millions de personnes dans le monde en sont victimes.

L'organisation de défense des droits de l'homme Christian Solidarity International (CSI) demande aux États membres de l'ONU de lever toutes les sanctions économiques nuisibles à la population civile. Dans une déclaration faite à l'occasion de la 55e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève le vendredi 15 mars 2024, Joel Veldkamp, responsable de la communication internationale de CSI, a déclaré : " L'on recourt de plus en plus à des sanctions économiques, considérées comme des mesures coercitives unilatérales, ce qui est en contradiction avec la position du Conseil des droits de l'homme. En effet, dans la résolution 27/21, il y a presque dix ans, le Conseil de sécurité a exprimé sa préoccupation quant aux " conséquences arbitraires des sanctions unilatérales " et a, en même temps, demandé à tous les États de ne plus adopter, maintenir ou mettre en oeuvre des mesures de coercition unilatérales incompatibles avec le droit international. "

La position du Conseil des droits de l'homme n'a pas été prise en compte

" Malheureusement, les paroles du Conseil n'ont pas été prises en compte, a critiqué Joel Veldkamp à Genève. Aujourd'hui, plus de 800 millions de personnes vivent dans des pays soumis à des sanctions ; cela représente environ 10 % de la population mondiale. "

CSI a donc demandé à tous les États membres de ne plus appliquer de mesures coercitives unilatérales qui ne font que faire souffrir la population civile.

Une situation paradoxale en Syrie

M. Veldkamp a concrètement fait référence à la Syrie : " Dans ce pays, les mesures de coercition unilatérales imposées par les États-Unis et leurs alliés ont des effets dévastateurs sur les civils. Aujourd'hui, 90 % des Syriens vivent en dessous du seuil de pauvreté. La situation est paradoxale : bien que la violence ait diminué en Syrie, les sanctions économiques ont été renforcées en 2018. " En conséquence, la situation humanitaire en Syrie est aujourd'hui pire qu'au début du conflit. Le contexte est désormais tel que de nombreuses personnes se souviennent volontiers des années de guerre parce qu'elles avaient au moins assez à manger à l'époque, a-t-il ajouté.

Un appel à la collaboration avec la rapporteuse spéciale de l'ONU

CSI soutient le travail de la rapporteuse spéciale de l'ONU sur l'impact négatif des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme, la professeure Alena Douhan, et demande à tous les États de collaborer sans restriction avec le bureau de cette dernière. Joel Veldkamp déclare : " Les États-Unis n'ont pas répondu aux communications formelles de la rapporteuse spéciale depuis plus de six ans. "

Plus d'informations

Vous trouverez l'intervention du Dr Joel Veldkamp (CSI) devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève du vendredi 15 mars 2024 sur : https://youtu.be/MtnE-HYSiIU

Contact:

Joel Veldkamp | Responsable communication internationale de Christian Solidarity International (CSI) | 076 258 15 74 | joel.veldkamp@csi-int.org

Laurent Schlatter | Responsable CSI-Suisse romande | 044 982 33 70 | info@csi-suisse.ch

Diese Meldung kann unter https://www.presseportal.ch/fr/pm/100007062/100917088 abgerufen werden.